Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 AVRIL 1845.

Régularisation de limites communales dans les provinces d'Anvers, de la Flandre orientale et de Liège, par suite des traités avec les Pays-Bas.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après l'article 3 de la Constitution, les limites des communes ne peuvent être changées ou rectifiées qu'en vertu d'une loi.

L'article 2 de la loi du 5 juin 1839 attribue au Gouvernement le droit de désigner les communes auxquelles seront réunies les fractions de communes qui, dans les provinces de Limbourg et de Luxembourg, seraient séparées de leurs chefs-lieux par suite du traité de paix.

Les arrêtés royaux qui étaient nécessaires à cet effet ont été pris et publiés au *Bulletin officiel*.

Mais l'intervention de la Législature est indispensable pour prononcer la réunion à des communes belges, des parties de territoire qui sont détachées de communes néerlandaises et remises à la Belgique, dans les provinces d'Anvers, de la Flandre orientale et de Liège.

C'est pour atteindre ce but, Messieurs, que le Roi m'a chargé de vous soumettre le projet de loi ci-joint, au sujet duquel je crois utile de donner quelques explications à la Chambre.

Les changements apportés aux limites des trois provinces précitées, par le traité du 5 novembre 1842, et par la convention de limites du 8 août 1843, consistent, savoir :

Dans la province d'Anvers :

1° En deux parcelles, section *B*, nos 1 et 2, de la commune de Wortel (Belgique) qui passe à la commune de Bas-le-Nassau (Pays-Bas) (art. 15, § 3 de la convention du 8 août).

2° En 121 hectares de bruyères de la commune de Moll (Belgique), cédés en échange de 121 hectares de bruyères des communes de Luykgestel et de Bergeyk (Pays-Bas).

Ces 121 hectares de terrain ne peuvent, par leur situation, être réunis qu'au territoire de Moll, qui en perd 141. On peut consulter à ce sujet la carte littéra *F*, annexée au projet de loi.

3° En deux maisons et une grange, dont une partie qui appartenait aux Pays-Bas est cédée à la Belgique (art. 16, § 1^{er} 2° de la convention).

Cette cession exige trois rectifications de limites. et les croquis ci-annexés sous les lettres *I, K, L*, en indiquant l'ancien et le nouveau tracé, démontrent que ces rectifications ne peuvent être opérées qu'au profit des communes de Meerle, Meir et Calmpthout.

Dans la province de la Flandre orientale :

1° En une partie du polder Saint-Albert, détachée de la commune de Sas-de-Gand (Pays-Bas), que la Belgique reçoit en échange d'une partie du polder de Binnepoel, de la commune d'Assenede (Belgique). La situation de cette partie du polder Saint-Lambert indique naturellement sa réunion à la commune d'Assenede, qui semble d'ailleurs y avoir quelque droit à titre de compensation (art. 24, § 2 de la convention).

2° En un assez grand nombre de parcelles, portions de parcelles, de maisons et de bâtiments, qui appartenaient en totalité ou en partie aux Pays-Bas, et qui sont cédés à la Belgique.

Ces cessions exigent des rectifications de limites en faveur des communes de Meerdonk, la Clinge, Saint-Gilles, Kemseke, Sainte-Marguerite, Saint-Laurent et Middelbourg.

Les croquis annexés au projet de loi pour chacune de ces communes, sous les lettres *M, N, O, P, Q, R, S*, font connaître l'ancien et le nouveau tracé, et rendent en même temps évidente la nécessité des réunions proposées (art. 24 de la convention).

3° En cessions faites par la Belgique aux Pays-Bas, cessions qui comprennent deux parcelles et une portion de parcelle de la commune de la Clinge, cinq parcelles de la commune de Saint-Gilles et la partie d'une maison de la commune de Middelbourg, qui était coupée par l'ancien tracé (art. 25, § 1^{er}).

Dans la province de Liège :

1° En six parcelles, nos 533, 534, 535, 576, 577 et 578, et en portions de parcelles, nos 563 et 579, section *E* de la commune d'Eysden (Pays-Bas), qui passent à la Belgique. L'examen de la carte littéra *G* démontre également que ces portions de territoire ne peuvent être réunies qu'à la commune de Moulant, à laquelle elles sont exclusivement limitrophes (art. 5, §§ 1 et 2).

2° En une portion de territoire située au sud du chemin de Fouron-le-Comte à Mouland, et en quelques parcelles que la Belgique reçoit de la commune de Meesch (Pays-Bas), en échange d'une autre portion de territoire détachée de la commune de Fouron-le-Comte (art. 5, § 1^{er}).

Ce territoire est contigu à celui de Fouron-le-Comte, ainsi que l'indique le croquis littera *T*, et c'est cette commune qui y a le plus de droit, puisque c'est elle qui a perdu la compensation donnée à la Hollande.

Quant aux parcelles, elles ne peuvent être réunies qu'à Fouron-le-Comte, commune dans laquelle elles sont enclavées.

3° En une portion de territoire située au sud du chemin de Sippenaeken à Beusdael, que reçoit la Belgique en échange d'une autre portion de territoire détachée de la commune de Sippenaeken (art. 5, § 1^{er}).

Le croquis littera *U* indique que cette portion de territoire est exclusivement limitrophe de Sippenaeken. Elle ne peut donc être réunie qu'à cette commune.

4° En une portion de territoire située au sud du chemin dit *Koeweg*, que reçoit la Belgique en échange de plusieurs parcelles détachées sur différents points de la commune de Gemmenich (art. 5, § 1^{er}).

Il en est de cette portion de territoire comme de la précédente, c'est-à-dire qu'elle ne peut être réunie qu'à la commune de Gemmenich, dont elle est aussi exclusivement limitrophe, ainsi qu'on peut le vérifier en examinant le croquis littera *V*.

Les mesures qui sont soumises à vos délibérations étant indispensables pour assurer l'action et le cours régulier des divers services publics sur la partie du territoire qu'elles concernent, je vous prie, Messieurs, de vouloir bien faire en sorte qu'il y soit statué le plus tôt possible.

Le Ministre de l'Intérieur,

NOTHOMB.

PROJET DE LOI.

Léopold,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur présentera en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Province d'Anvers. Les cent vingt et un hectares de bruyère, y compris le chemin de Lommel à Postel, provenant des communes de Bergecyk et de Luyks-Gestel (Pays-Bas), et incorporés à la Belgique en vertu du traité du 5 novembre 1842 et de la convention de limites du 8 août 1843, sont réunis à la commune de Moll (plan litt. *F*).

La portion néerlandaise de la maison dite : *het hoekje*, ayant appartenu à la commune de Ginneken (Pays-Bas), et incorporée à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, est réunie à la commune de Meerle (plan litt. *I*).

La portion néerlandaise de la maison dite : *de Paal*, ayant appartenu à la commune de Ginneken (Pays-Bas), et incorporée à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, est réunie à la commune de Meir (plan litt. *K*).

La partie néerlandaise de la grange située sur la parcelle n° 406, section *G* de la commune de Wouw (Pays-Bas), et incorporée à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, est réunie à la commune de Calmpthout (plan litt. *L*).

Province de la Flandre orientale. La partie du polder St-Albert, détachée de la commune de Sas-de-Gand (Pays-Bas), et incorporée à la Belgique en vertu du traité du 5 novembre 1842 et de la convention de limites du 8 août 1843, est réunie à la commune d'Assenede.

Les portions de parcelles et de maison détachées de la section *E* de la commune de la Clinge (Pays-Bas), et incorporées à la Belgique, en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, sont réunies à la commune de Meerdonk (plan litt. *M*).

Les parcelles, portions de parcelles, de maisons et de bâtiments (1316^{bis}, 1321, 1322, 1323, 809, 810, 829 et 834), détachées de la section *A* de la commune de la Clinge (Pays-Bas), et incorporées à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, sont réunies à la commune de la Clinge (plan litt. *N*).

Les parcelles n^{os} 944^{bis} et 945, détachées de la section *A* de la commune de la Clinge (Pays-Bas), et incorporées à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, sont réunies à la commune de St-Gilles (plan litt. *O*).

La parcelle et les portions de bâtiments, détachées de la commune de St-Jean-Steen (Pays-Bas), et incorporées à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, sont réunies à la commune de Kemseke (plan litt. *P*).

La portion néerlandaise des maisons coupées par l'ancienne limite, ayant appartenu à la commune de St^e-Croix (Pays-Bas), et incorporée à la Belgique par la convention de limites du 8 août 1843, est réunie à la commune de St^e-Marguerite (plan litt. *Q*).

Les diverses portions de maisons et de bâtiments coupés par l'ancienne limite provinciale, ayant appartenu à la section *C* de la commune d'Eede (Pays-Bas), et incorporées à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, sont réunies à la commune de St-Laurent (plan litt. *R*).

La partie néerlandaise de la maison n^o 661, coupée par l'ancienne limite provinciale, ayant appartenu à la section *A* de la commune d'Eede (Pays-Bas), et incorporée à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, est réunie à la commune de Middelbourg (plan litt. *S*).

Province de Liège. Les parcelles n^{os} 533, 534, 535, 576, 577 et 578, et les portions de parcelles détachées de la commune d'Eysden (Pays-Bas), et incorporées à la Belgique en vertu du traité du 5 novembre 1842 et de la convention de limites du 8 août 1843, sont réunies à la commune de Moulant (plan litt. *G*).

La portion de territoire située au sud du chemin de Fouron-le-Comte à Moulant, la partie des parcelles n^{os} 105 et 106, section *A*, ainsi que la parcelle n^o 153, section *B*, territoire et parties de parcelles détachés de la commune de Mesch (duché de Limbourg), et incorporés à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, sont réunis à la commune de Fouron-le-Comte (plan litt. *T*).

La portion de territoire située au sud du chemin dit : *Koeweg*, provenant de la commune de Vaals (duché de Limbourg), et incorporée à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, est réunie à la commune de Gemmenich (plan litt. *V*).

La portion de territoire située au sud du chemin de Sippenaeken à Beusdal, provenant de la commune de Wittem (duché de Limbourg), et incorporée à la Belgique en vertu de la convention de limites du 8 août 1843, est réunie à la commune de Sippenaeken (plan litt. *U*).

Donné à Bruxelles, le 13 avril 1845.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

NOTHOMB.